

Contribution du Haut Conseil à l'Egalité  
à la Plénière de la Plateforme Genre et Développement, au MAEDI (4 avril 2017)

Monsieur le Directeur général adjoint et toute l'équipe de la sous-direction HUMA,  
Madame la coordinatrice Yveline Nicolas, Mesdames et Messieurs les membres de la  
Plateforme Genre et Développement,  
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers Genre,...

1 - En premier lieu, la Présidente du Haut Conseil à l'Egalité regrette de ne pouvoir être présente parmi vous ; Danielle Bousquet participe, dans la Délégation du Secrétaire d'Etat Jean-Marie Le Guen, à la Conférence Population et Développement à New York, ainsi que M. A. Bourdin. Le Président de la Commission Droits des femmes et Enjeux internationaux et européens est également en mission à l'étranger. L'un de nos membres, Serge Rabier, qui a été rapporteur des 2 premiers rapports sur la mise en œuvre du 2e Document d'Orientation Stratégique Genre et Développement, pour 2014 et 2015, a choisi par éthique de laisser cette charge à d'autres membres de la Commission, mais il partagera son expérience avec vous lors de la table ronde de cette après-midi.

Nous saluons le dynamisme de la sous-direction HUMA et sa volonté de faire progresser l'intégration transversale du genre dans les projets et programmes menés par le MAEDI; nous félicitons également la plateforme G&D pour son action et la réactivation soutenue des travaux de cette instance interlocutrice du MAE.

2 - En termes de procédure, comme vous le savez peut-être, nous allons mener cette année la dernière évaluation du IIe DOS, couvrant l'année 2016 et la période globale 2013-2017. Nous conduirons nos premières auditions le 13 avril, sur la base des rapports de l'AFD et du MAEDI dont nous attendons la remise très prochaine. Nous avons déjà indiqué que nous entendions nous concentrer sur les 9 indicateurs-clé adoptés après un gros travail de co-construction en 2014. Nous conduirons une deuxième série d'auditions à la mi-mai et devons remettre notre rapport dans des délais très contraints avant la fin juin.

Nous espérons que vous ayez reçu copie de nos 2 premiers rapports et avez pu constater notre volonté d'encourager les efforts déjà accomplis, tout en invitant à accélérer le pas pour franchir le chemin restant à parcourir. Notre première interrogation, la plus significative, concerne la part des engagements financiers marqués genre. En 2015, 17% de l'aide publique au développement française était marquée 1 ou 2, en hausse de 2% sur 2014; la progression a été lente. Ce, alors que l'objectif fixé dans la Stratégie et dans la LOPSI de 2014 est de 50% des financements marqués genre en 2017, rappelons qu'un objectif symétrique de 50% de projets à co-bénéfices climat avait été fixé. La cible climat a été atteinte dès l'an dernier par l'AFD, mais non celle de l'intégration du genre. Le nouveau Directeur général Rémy Rioux a annoncé fin 2016 son intention d'accentuer les efforts sur l'égalité des sexes et les droits des femmes, créant de grandes attentes.

Au-delà des questions financières, pour assurer le succès de la stratégie, l'effort de formation (et non seulement de sensibilisation) doit être poursuivi et accentué, la réflexion des agent.e.s élargie en appuyant la recherche et nourrissant la recherche-action, et en veillant à ce

que tous les domaines (aide alimentaire, coopération décentralisée, formation et coopération universitaire...) prennent en compte la dimension genre.

3 - L'objectif n'est pas bureaucratique ou d'affichage, il vise à faire progresser l'égalité entre les deux sexes partout dans le monde, et sur tous les volets. Vous connaissez :

- les chiffres en matière d'analphabétisme,
- les besoins non satisfaits en termes d'accès à la contraception, privant les femmes de la maîtrise de leur corps et de leur capacité de choix en matière de procréation, condition de leur autonomisation,
- les inégalités statutaires (droit de propriété, droit à l'héritage, consentement au mariage et au divorce...)
- et les mutilations sexuelles qu'on inflige encore aux femmes dans de nombreux pays pour contrôler et empêcher leur sexualité,
- rappelons, parmi d'autres exemples, les inégalités salariales qui ne reculent guère et la lente avancée de la parité, la persistance des violences...

Il y a tant à faire, sur le plan politique, d'engagement avec les pouvoirs comme avec les associations, dans le domaine législatif, comme au plan opérationnel, dans chacun des pays où vous résidez.

4 - Nous espérons que l'élaboration de la 3e Stratégie Genre et Développement prendra acte des avancées déjà réalisées sous le DOS III, et permettra d'adopter de nouveaux objectifs.

Sachant que le Haut Conseil à l'Egalité a été chargé par le CICID de novembre d'évaluer la mise en œuvre du futur DOS à partir de 2018, nous voudrions souligner que nous opèrerons de nouveau sur la base d'indicateurs co-construits avec l'AFD et le MAEDI et d'autres opérateurs. Nous espérons que les objectifs seront suffisamment ciblés pour éviter la multiplicité d'indicateurs à laquelle nous avons abouti en 2014, mais également qu'ils dépasseront les acquis : que nous n'aurons plus besoin d'en appeler à la formation, au portage politique, à la nomination de référents-genre, etc.

Enfin, nous sommes convaincu/e.s que pour mesurer la réalité des avancées dans un domaine (qui n'est bien évidemment pas que statistique), vous avez besoin d'agir dans la durée et nous avons besoin d'un temps de recul et d'approfondissement. Le Haut Conseil envisage donc d'abandonner le caractère annuel des évaluations et de conduire une évaluation à mi-parcours et une à la fin du futur DOS III, comme nous l'avons fait pour d'autres politiques publiques (ex récent : 4e Plan national de lutte contre les violences).

Nous vous invitons à prendre les documents mis à disposition près de la salle, nous regrettons de ne plus avoir de copies du document " les femmes actrices de la lutte contre les dérèglements climatiques", seul l'appel est disponible sur table. Tous ces documents, et bien d'autres pouvant vous inspirer, sont sur notre site [Haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr](mailto:Haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr).

Nous vous souhaitons des travaux fructueux, beaucoup de créativité et d'innovation dans vos postes respectifs, et espérons, grâce à votre action coalisée avec l'UE, ONU-Femmes, le FNUAP et le PNUD, parmi d'autres, des avancées pour toutes les femmes dans le monde.